L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 8 DECEMBRE 1878. 52me Année

DUFOUR & LIMET, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS. VENDREDI, 6 DECEMBRE 1878

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Placide J. Spear, en No 91 de la rue des Ursulines, entre Bourbon et Dauphine—ameublement splendide, lustres, bronzes, miroirs, etc.

Par E. Biern & Cie, dans leurs salles d'encan, lettres, meubles et bric-à-brac.

Par Vincent & Co., rue Decatur, Nos 62, 64 et 66—marchandises sèches étrangères et américaines.

Par T. Guinon Jr, à son bureau d'encan—un lot de groceries.

La fièvre jaune et la quarantaine.

Il est fort naturel qu'à la suite d'une épidémie qui a fait quinze à vingt mille victimes dans quatre ou cinq Etats du Sud, on se préoccupe des moyens d'empêcher, si cela est possible, le retour du fléau, ou de trouver des procédés propres à le combattre ou à en arrêter la marche. Nous ne trouvons donc rien que de louable, assurément, dans l'empressement qu'ont mis les ministeurs et les représentants des districts qui ont souffert de la fièvre jaune, à répondre à la recommandation contenue dans le message présidentiel, par la présentation de bills ou de résolutions sur ce sujet.

Il est également naturel que dans la convention commerciale qui siége en ce moment à la Nouvelle-Orléans, la question de la fièvre jaune et de la quarantaine ait été soulevée par diverses résolutions qui ont été référées au comité, sur le commerce avec l'étranger, car la question de savoir s'il convient, dans un intérêt d'humanité, d'intercompre ou d'entraver nos relations commerciales avec certains pays étrangers, se rattache d'une façon directe à ce qui est l'un des trois grands objets soumis à la convention, le développement de notre commerce extérieur.

Mais il importe, dans une affaire aussi grave qui implique, d'un côté, la sécurité des existences, et d'un autre côté, des intérêts commerciaux considérables, de ne procéder qu'avec ordre et prudence. Ce qu'il faut surtout éviter, c'est d'arriver à une solution irréfléchie prise pour ainsi dire *ab irato*, sous l'influence de préjugés populaires, auxquels la récente épidémie n'a fait que donner une plus grande intensité.

Les partisans des quarantaines, à défaut de faits concluants pour soutenir leurs théories, ne manquent pas de s'appuyer sur les tristes résultats de l'épidémie de 1878 et sur l'impression que ces résultats ont produite dans l'esprit des masses. Mais leurs clameurs ne sauraient remplacer une démonstration scientifique qui n'a pas encore été faite d'une façon satisfaisante. La commission de Richmond a présenté qu'un côté de la question, n'a exprimé qu'une des opinions contradictoires qui partagent le monde médical. Il convient, avant d'adopter sa thèse, d'entendre l'autre côté, d'écouter les défenseurs de l'autre opinion.

Il serait regrettable parceque l'opinion publique est peut-être trop disposée à accepter une théorie qui flatte de vieux préjugés populaires que le Congrès se laissât entraîner à décider hâtivement, et nous ajouterons prématurément, une question de cette importance.

Avant qu'on prononce entre le système de la quarantaine nationale et celui des quarantaines locales, la méthode rationnelle veut qu'on soit définitivement éclairé sur la question primordiale de l'efficacité des quarantaines, question qui ne peut être résolue qu'à l'aide de données certaines sur la nature de la fièvre jaune et sur son mode de propagation.

Nul ne saurait prétendre, croyons-nous, que la science est définitivement fixée sur ces deux points. Qu'est-ce que la fièvre jaune ? Pourquoi et comment un individu contracte-t-il la maladie ? Voilà ce que personne ne sait encore d'une manière certaine, et il n'est pas une des hypothèses mises en avant, à ce sujet, qui n'ait été l'objet de contradictions et on peut ajouter de démentis par les faits.

Comment, alors, peut-on échafauder un système préventif sur des théories qui ne reposent elles-mêmes que sur des suppositions plus ou moins ingénieuses.

Il est donc de toute nécessité qu'il soit procédé avec toutes les garanties possibles, à une investigation scientifique sérieuse qui comparera les données expérimentales de l'épidémie de 1878 avec celles des précédentes épidémies dans tous les pays, qui fera des recherches nouvelles, non seulement dans le domaine des observations médicales, mais encore dans celui nôn moins vaste, et non moins utile pour la solution du problème, des observations météorologiques.

Or, c'est une investigation semblable que propose la résolution présentée au Sénat des Etats-Unis par le sénateur Eustis, de la Louisiane. Aussi, considérons-nous en opposition comme la plus sage et la plus prudente de toutes celles qui viennent d'être présentées au Congrès depuis l'ouverture de la session. Les autres ont le tort d'accepter comme un fait acquis et démontré, l'efficacité des quarantaines pour empêcher les épidémies de fièvre jaune aux Etats-Unis.

L'investigation demandée par le sénateur Eustis servira sans doute à faire la lumière sur les points jusqu'ici obscurs du problème, et, alors le Congrès pourra statuer en connaissance de cause. Si les recherches des experts ne dissipent pas toutes les incertitudes, il sera toujours temps de recourir, dans le doute, à des moyens qui sont supposés utiles pour empêcher l'introduction de la fièvre jaune, mais il est du devoir de la législature nationale de s'entourer de toutes les informations que les procédés perfectionnés de la science peuvent actuellement lui fournir.

La résolution du sénateur Eustis, telle qu'elle a été amendée par M. Edmunds, charge une commission de sept sénateurs de "rechercher et d'indiquer les meilleurs moyens d'empêcher l'introduction et la propagation des maladies épidémiques—spécialement la fièvre jaune et le choléra—dans les limites des Etats-Unis, la commission ayant le pouvoir d'entendre des témoignages, de se faire communiquer les documents et d'employer des experts et des savants, au nombre de sept au plus, et de les envoyer soit ensemble, soit divisés en sous-comités, visiter les localités récemment infectées dans le but d'obtenir les informations les plus complètes et les plus exactes."

La commission des sept sénateurs devra faire son rapport à la présente session.

Selon une dépêche, la Chambre adoptera probablement une résolution semblable et ordonnera aussi une investigation par des experts.

Tout ce que l'on doit désirer, c'est que l'investigation soit aussi complète que possible et qu'elle ne laisse inexplorée aucune des parties du champ scientifique, ni dans l'ombre aucune des faces du problème.

☞Les éditeurs du "City Directory" appellent l'attention des hommes d'affaires sur une affaire qui leur probablement leur sauvera de l'argent. Voyez l'annonce ci-dessous.

LE NOUVEL ADJUDANT-GÉNÉRAL.—Le gouverneur Nicholls, en nommant adjudant-général de l'Etat le général G. T. Beauregard, a fait un choix qui obtiendra l'approbation unanime. Les talents et les hautes capacités militaires du nouvel adjudant-général sont certainement au-dessus des modestes fonctions qu'il est appelé à remplir, mais nous connaissons assez son sentiment du devoir et son amour pour son Etat natal, pour savoir qu'il apportera dans l'exercice de ces fonctions le même zèle, la même assiduité consciencieuse qu'il a montrés dans sa longue et brillante carrière militaire.

Convention commerciale nationale et internationale.

Troisième Séance.

Jeudi 5 décembre 1878.

La convention est appelée à l'ordre un peu avant onze heures par le président.

Lecture est donnée d'une communication du canal de Calumbia, et Venezuela, approuvant un profond intérêt pour l'objet de la convention.

M. Lang, de l'Iowa, présente une résolution sur l'amélioration du Mississippi et l'enlèvement de la barre de Dubuque ; référée.

Le général Bussey présente un article de W. C. Stout, de l'Arkansas, sur les Antilles.

M. Cave, du Texas, présente une résolution relative au dollar d'argent ; référée.

Le général Bussey présente la copie d'un bill pendant au Congrès sur les irrégularités du service postal ; référé.

M. Underwood, du Kentucky, chairman du comité sur l'amélioration du Mississippi et de ses tributaires, &c., présente le rapport suivant :

Le général Eughne Underwood, du Kentucky, a présenté le rapport suivant du comité sur l'amélioration de la navigation du Mississippi.

Attendu, qu'en vue de la grandeur de l'intérêt qui s'attache à l'amélioration du Mississippi et de ses tributaires navigables, de manière à fournir des communications commerciales entre toutes leurs parties et avec les nations étrangères, et pour protéger de l'inondation les habitants riverains dans le présent et dans l'avenir, et

Attendu, que les vastes intérêts dont il s'agit, n'ont pas été avancés en proportion de ce qu'ils exigent justement, et que les améliorations qu'ils ont éprouvées, n'ont pas été non plus comparables en aucune mesure à l'amélioration des autres avenues commerciales n'ayant pas de plus grande importance nationale, par le gouvernement fédéral, qui seul a la juridiction et le pouvoir de les accomplir. C'est pourquoi il est

1. Résolu que cette convention recommande aux gouverneurs des Etats-Unis respectifs adjacents au Mississippi et à ses tributaires de nommer ——— des commissaires pour représenter les Etats respectifs dans un bureau de commissaires, qui sera permanent et qui subsistera aussi longtemps que cela sera nécessaire. Ce bureau de commissaires examinera toutes les matières se rattachant à l'amélioration de la navigation du Mississippi et de ses tributaires, et à l'amélioration de leurs rives de manière à prévenir les débordements, dans l'intérêt du commerce de la vallée du Mississippi. Et il sera du devoir de la dite commission de donner, de temps en temps, par la voie de la presse, ou par des adresses publiques ou par tout autre moyen convenable, telle nouvelle intéressante sur l'amélioration proposée. Et il sera, en outre, du devoir de la dite commission de réunir, collater, telles informations qu'elle le jugera convenable et de les communiquer au Congrès, sous forme de mémoire ou autrement, afin de l'engager à faire des allocations pour les améliorations dont il s'agit.

2. Qu'il est du devoir du gouvernement général, sous sa direction spéciale et sa surveillance, de construire et maintenir des digues ou des levées le long du Mississippi et de ses tributaires, partout où elles peuvent être jugées utiles pour empêcher les crevasses ou les inondations des terres riveraines.

3. Que c'est aussi le devoir du gouvernement général de faire telles allocations pour le Mississippi et ses tributaires qu'elles feront besoin pour creuser les lits de ces rivières de manière à procurer une voie facile, peu coûteuse et constante, de transporter, en eau basse, les produits des habitants riverains dans les Etats adjacents ou à l'extérieur.

4. Résolu que le chenal creusé à l'embouchure du Mississippi, pendant l'année 1877, le premier année du complément partiel des jetées, a prouvé en fait une valeur plus grande que le somme payée par le gouvernement des Etats-Unis et que cela, dans l'opinion de cette convention, justifie pleinement l'invitation au Congrès de faire une législation additionnelle nécessaire pour le complément des travaux.

Il est résolu, en outre, que pour donner force et effet à la recommandation contenue dans cette résolution, nous prions le président de cette convention de nommer M. Underwood, de Louisville, comme membre d'un comité d'un pour qu'il écrive aux gouverneurs des Etats riverains du Mississippi et de ses tributaires navigables, afin de les presser de se conformer aux recommandations faites dans la dite première résolution.

EUG. UNDERWOOD, Kentucky, Chairman du Comité.
W. M. RADCLIFF, Georgie, Secrétaire.

N. G. LARIMORE, Missouri,
F. H. CAMERON, Caroline du Nord,
J. GUNTER, Texas,
M. HALE, Iowa,
J. M. FALKNER, Alabama,
H. J. KRAMER, Indiana,
J. A. COWARDIN, Virginie,
REED JONES, Illinois,
PHILIP PENDLETON, O. Virginie,
C. M. BLACKMAN, Wisconsin,
JNO. F. WICKLIFF, Tennessee,
S. SPRAGUE, Ohio,
E. RICHARDSON, Mississippi,
D. F. KENNER, Louisiane,
R. E. DORR, Iowa.

La motion ayant été faite et secondée d'adopter le rapport, la discussion est ouverte.

Après quelques observations en faveur du rapport par un ou deux membres, l'honorable Jefferson Davis, du Mississippi, (Vice-président considéré) demande la parole. Sa voix étant faible, il est invité à parler de la scène, où sa présence est saluée par des applaudissements prolongés.

Nous regrettons de ne pouvoir donner qu'une analyse imparfaite de son discours.

Après avoir signalé l'importance de la question, il déclare approuver l'esprit et la teneur de la première résolution qui, selon lui, couvre tout ; mais il ne peut approuver la seconde résolution parce que les levées que construirait le gouvernement sur le plan de ses ingénieurs, pourrait être nuisibles sur le derrière des habitations, ce qui sacrifierait les propriétés des uns aux préjugés de ceux les autres.

Il expose longuement la théorie des levées latérales (outlets) dont l'ouverture en enlevait un certain volume d'eau, diminuera la vélocité du courant, abaissera le niveau du fleuve et évitera ainsi les inondations. Quant aux jetées, l'orateur explique les travaux par lesquels on peut les éviter.

Il prononce quelques belles périodes oratoires sur le grand fleuve, sur la destinée commerciale de la Nouvelle-Orléans qui, située comme elle l'est, doit devenir une des plus grandes cités du monde, et il dit que c'est une nécessité qu'elle soit maintenue en communication avec le fleuve par des eaux profondes.

Mais tout en exprimant le souhait que le système des jetées donne tous les résultats promis, il semble au douter en maintenant sur les services que peuvent rendre les dragues et on les emploie d'une façon pratique, pour maintenir un chenal de profondeur suffisante.

Il signale le tabac comme un des produits dont l'exportation doit nécessair à la Nouvelle-Orléans, mentionne incidemment l'extension possible du commerce avec le Mexique et l'Amérique du Sud et attribue la rareté des navires marchands américains à l'interdiction faite par la loi aux citoyens américains d'acheter des navires à l'étranger.

Il n'a pas même permis, dit-il, aux Américains qui pendant la guerre avaient été mis sous pavillon anglais, par crainte de l'Alabama, d'être re-enregistrés comme américains. C'est ce qui explique comment la plus grande partie de notre commerce extérieur est accaparée par les marines marchands étrangers.

M. Davis parle ensuite du chemin de fer du Pacifique du Sud et rappelle qu'il y a longtemps, il avait indiqué la Baie parallèle comme étant la route naturelle d'un chemin de fer reliant les Etats de l'Atlantique à ceux du Pacifique.

Il termine par une péroraison éloquente qui est chaleureusement applaudie.

Sur motion, une nouvelle lecture du rapport est faite par le secrétaire.

M. John B. Lafitte présente une communication intéressante du Bureau du Commerce de Minneapolis, Minnesota, exprimant le regret de n'avoir pu envoyer de délégués, et disant que le bureau prend un vif intérêt aux travaux de la convention.

La convention décide que la communication qui contient d'utiles informations, sera insérée au procès-verbal.

Mon. Duncan F. Kenner, d'Orléans, propose de différer d'opinion avec l'hon. Jeff. Davis. Il soutient que la question des levées est d'une importance vitale pour la Louisiane, car sans levées cet Etat doit cesser d'exister. Il y a 1500 milles de levées, dont le maintien est nécessaire pour protéger un territoire d'une fertilité sans pareille. Les idées latéralistes proposées par M. Davis ne sont pas possibles. On ne peut détourner une partie des eaux du Missouri en les faisant communiquer avec la rivière Blanche. Il n'y a pas d'autre possible si ce n'est la rivière Rouge, et ses dangers il n'y en a que deux.

Si on ne protège pas les terres qui sont près des Bouches du grand fleuve, toute la région supérieure de la vallée en souffrira car elle ne trouvera plus si port, si issue pour envoyer ses produits à la mer. C'est donc dans l'intérêt de toute la vallée qu'il faut protéger la Louisiane. Toutes les lignes de chemins de fer du monde, ne peuvent remplacer la voie fluviale pour exporter les céréales de la vallée. D'ailleurs les eaux qui menacent de nous inonder viennent de cette vallée, et nous avons le droit de réclamer une protection contre les masses d'eau que les plateaux et les plaines nous envoient.

Ce que M. Davis a dit de l'avenir de la Nouvelle-Orléans, ne peut se réaliser s'il n'y a plus de levées.

L'Hon. Jeff. Davis observe qu'il ne s'oppose pas aux levées, mais au plan qui accessoirement à les construire en arrière des habitations.

L'Hon. Kenner achève son discours.

Plusieurs membres du Mississippi, de l'Iowa, de la Pennsylvanie, prennent part à la discussion.

M. Underwood, chairman du comité, appuie le rapport et dit que le comité a tenu à céder à la Louisiane tout ce qu'elle réclamait en vue des douloureuses épreuves qu'elle a subies.

Il dit que le gouvernement fédéral ayant détruit les levées, c'est un devoir pour lui de les rétablir. On a bien indemnisé des colons dont les établissements avaient été dévastés par les indiens, pourquoi n'agirait-on pas un Etat exposé à être détruit par les eaux que le drainage des autres Etats lui amène.

La discussion, interrompue par quelques communications, se continue par un long discours de M. Hogan, de St. Louis, qui plaide avec une grande chaleur, mais par des généralités, la cause de la Louisiane.

L'orateur approuve le rapport, mais trouve qu'il eût dû demander plus, c'est-à-dire des secours immédiats, vu les besoins pressants. Il fallait demander sans hésiter des millions pour un fleuve qui permet à un seul bateau à vapeur d'emmener avec des barges en 20 jours de l'Ohio, 27,000 tonneaux de fret à un coût de $18,000 seulement, quand le chemin de fer le meilleur marché est demandé $178,000, et est dû employer 2700 wagons et cent jours pour le transport de cette quantité de produits mineraux.

Si on a donné cinq millions et demi pour procurer aux pêcheurs de la Nouvelle-Angleterre le droit de pêche sur les bancs de Terre-Neuve, on peut bien donner la même somme ou le double pour permettre aux riverains du Mississippi la possibilité de cultiver leurs terres.

Un membre du Mississippi, qui a des marais dans la paroisse Concordia, fait le récit peu intéressant de toutes les inondations que ses marais a subies et conclut en demandant que tout le lit du Mississippi soit détourné vers la baie de Barataria, ce qui affranchirait la basse Louisiane des inondations et mettrait à sec la Nouvelle-Orléans.

La proposition est accueillie par un profond silence.

M. Holton, du Wisconsin, propose de voter séparément sur le rapport.

L'honorable Louis Bush prononce en faveur des levées, un discours qui paraît produire une profonde impression sur l'assemblée. Il résume d'une façon lucide les arguments déjà présentés. D'où vient notre demande de protection, dit-il, des dangers que nous font courir toutes les eaux accumulées au-dessus de nous et dont ont profité les autres Etats ? Est-il donc juste, est-il équitable qu'on nous dise "prenez soin de vos terres, c'est votre affaire."

Nous demandons des moyens de protection parce que nous sommes hors d'état de nous protéger nous-mêmes et parce que nous sommes autorisés par le droit et l'équité à les demander.

L'hon. Bush termine par une éloquente péroraison qui est très applaudie.

Sur motion du général Bussey, chacune des résolutions du rapport est lue et adoptée séparément avec le préambule. L'assemblée fixe à trois le nombre des commissaires à nommer par chaque Etat.

Le juge Wm. M. Burwell donne alors lecture du rapport du comité sur le commerce avec l'étranger, dont on trouvera le texte ci-dessous.

M. Berry, d'Orléans, demande la suppression du mot construit dans la phrase où il est dit que les steamers qui recevront la subvention pour le transport des malles au Brésil, devront être possédés, construits et enregistrés aux Etats-Unis comme navires américains.

M. J. B. Lafitte fait observer que la législation actuelle exigeant que tout navire enregistré comme américain, soit construit dans le pays, la modification proposée n'a aucune utilité pratique et qu'elle va soulever une discussion inutile étrangère à l'objet du rapport.

C'est ce qui a lieu et une discussion générale s'engage sur la question de savoir si la marine marchande américaine doit pouvoir acheter des navires à l'étranger. MM. Berry, Mallory, et autres soutiennent l'affirmative, le général Bussey la négative.

Le rapporteur, M. Burwell, essaie de ramener la convention au rapport qui n'a pas pour objet de préjuger cette question générale.

La convention ne se trouvant plus en nombre pour voter, sur la motion du gén. Bussey l'ajournement est prononcé à vendredi matin, à 10 heures.

Rapport du Comité sur le commerce extérieur.

Le Comité sur le commerce extérieur, ayant pris en considération les divers sujets qui lui ont été référés, a l'honneur de présenter le rapport suivant :

1° Notre commerce avec les Antilles, le Mexique et l'Amérique du Sud.

Sur ce sujet, votre comité recommande l'adoption de la résolution suivante :

Attendu que les progrès sans précédents de l'industrie aux Etats-Unis ont créé un surplus de denrées, de matières premières et d'articles manufacturés, qui dépasse de beaucoup les besoins de la consommation à l'intérieur et la demande de l'étranger, tandis que le bon marché du travail en Europe, joint au coût des transports entre les ports américains et les marchés d'Europe, a rendu peu favorable la perspective d'une augmentation suffisante de demande sur ces marchés pour la prochaine future de notre pays ; et

Attendu que les avantages d'un trafic avec les Etats et colonies de ce continent, bien qu'appartenant légitimement aux Etats-Unis, ont été grandement entravés par les lois de douane réciproques et les relations commerciales restreintes établies et existant entre les Etats-Unis et ces Etats et colonies respectivement, ainsi bien que par l'absence de facilités suffisantes de transport et de correspondances entre ces pays, en conséquence, il est

Résolu que le Président et le Sénat des Etats-Unis sont respectueusement priés de réviser nos traités et conventions de commerce avec toutes les puissances étrangères et d'entamer avec telles de ces puissances qu'il sera jugé utile, des négociations propres à assurer aux parties contractantes une parité et une égalité de droits sur les produits et articles de chacun de ces pays qui seront importés pour l'usage ou la vente dans les limites de leurs territoires respectifs.

Résolu que la Chambre des Représentants est respectueusement priée, après la négociation de tout traité ou de toute convention, de modifier les lois de revenus des Etats-Unis de façon à en permettre l'exécution.

Résolu que pour mieux assurer cet objet, le Congrès est respectueusement prié de déclarer et établir, conformément aux clauses de la Constitution fédérales, les routes postales suivantes pour le transport et la livraison des malles par des navires entièrement possédés, construits et enregistrés aux Etats-Unis :

1° Entre les ports de New et de la Nouvelle-Orléans respectivement et les ports de Rio de Janeiro au Brésil et Buenos Ayres dans la République Argentine respectivement.

2° Entre le port de la Nouvelle-Orléans et le port d'Aspinwall dans l'Amérique Centrale.

Il pourvoyant au dit service postal par chacune de ces routes respectivement, suivant le mode de paiement et les conditions que le Congrès jugera convenables, avec des allocations suffisantes ; étant entendu que le gouvernement du Brésil et celui de la République Argentine ont l'intention de donner leur aide au service proposé pour Rio de Janeiro

Résolu que cette convention recommande instamment aux capitalistes et aux entreprises intéressés à l'extension de notre commerce extérieur, et spécialement aux entreprises de transport par les voies ferrées et fluviales, qui relient tous les ports et tous les centres de commerce intérieurs aux pays étrangers, de contribuer à fournir les moyens et l'influence nécessaires pour assurer l'établissement des services peu-être sus-indiqués aussi bien que des moyens de transport ordinaires à tous les pays étrangers ; la dite organisation de services postaux et de moyens de transport est spécialement recommandée comme étant, dans tous les cas, absolument nécessaire pour assurer cette régularité et cette continuité dans le transport des voyageurs, des marchandises et de la correspondance entre les pays de production et de consommation qui sont indispensables pour le contrôle des marchés et des transactions financières dans les conditions modernes du commerce.

IV. Projet de traité entre les Etats-Unis et la France.

Le comité ayant examiné la forme proposée pour un traité entre les Etats-Unis et la France, présente, à ce sujet, les résolutions suivantes :

Résolu que, dans l'opinion de cette convention, le projet de traité entre les Etats-Unis et la France avec les importants documents commerciaux qui l'accompagnent, tels qu'ils sont signés et soumis aux gouvernements des deux pays, mérite d'être pris en sérieuse considération.

Que, dans l'opinion de cette convention, une convention de réciprocité commerciale serait grandement favorable aux intérêts commerciaux, attendu qu'elle le confirmerait les relations d'amitié d'ancienne date des deux grandes puissances contractantes.

Résolu que la réduction des frais de poste étant une mesure essentielle à l'encouragement du trafic avec l'étranger, cette convention recommande fortement aux négociants de tous les ports de faire tous leurs efforts pour obtenir cette réduction, en tant que cela peut s'accorder avec l'intérêt général du commerce.

Résolu qu'en vue du sérieux obstacle présenté au trafic extérieur par les barres aux bouches du Mississippi et du succès obtenu par les efforts qui viennent d'être faits pour les supprimer, cette convention recommande au gouvernement l'importance exigeante et la nécessité de continuer les travaux déjà commencés jusqu'à ce que la plus grande profondeur possible ait été obtenue d'une façon complète et permanente.

Résolu, que nous reconnaissons dans le grand chemin de fer du Sud qui forme avec ses connexions une ligne non interrompue de voies ferrées de toutes les saisons de notre pays jusqu'à un point à 90 milles de la Havane, ce qui réduit le temps du trajet de New-York à Cuba d'environ 132 heures à environ 60 et ce qui offre au surplus de produits du grand Etat de l'Ohio une route de 982 milles qui courre jusqu'à Cuba que par la voie de New York, une ligne qui nous mettra en correspondance la plus rapprochée avec les Antilles et l'Amérique du Sud et qui nous recommandons à la compagnie de la compléter comme devant favoriser notre commerce avec ces pays.

Wm. M. Burwell, chairman ; A. C. Wickerson, Tenn ; Pat. Calhoun, Ga ; Geo. C. Norton, Ky ; Wm. Aubrey, Tex ; Ch. T. Hopkins, Ala ; Thos. W. Powell, Ohio ; E. D. Holton, Wis ; H. R. Whitmore, Mo ; R. R. Dorr, Io ; J. W. Eyckman, Ill ; Ch. Roberts, Mis ; F. H. Cameron, N. Car ; Phil. Pendleton, W. Va ; Pat. Calhoun, secrétaire.

☞Beaux meubles de chambre à coucher, bibliothèques, tables à ouvrage, berceuses brévetées, au Palais de l'Aigle d'Or, coin Remparts et Perdido.

—Un joli mot de Mgr Dupanloup, qui vient de mourir.

Dans le lit de la duchesse de B... on parlait de l'indifférence en matière de religion.

—J'important, dit l'évêque d'Orléans, c'est de se défier du second mouvement ; car si le premier mouvement, c'est la foi, le second, c'est le scepticisme... Et c'est même un mouvement *tout-Rome*, ajouta-t-il en souriant.

—9—

Un résultat remarquable.—Le membre de médecine que vous avez consulté en dernier lieu, quel qu'il soit, importe peu. Il est positif relativement que le drop limited est le remède qui a le plus contribué à la guérison dans les cas de pneumonie. Il est vrai qu'il y a des milliers de personnes qui sont prêtes à faire la déclaration la plus solennelle devant un commissaire de serment, que l'asthme, la bronchite, la phthisie, à l'asthme à la toux, etc., qui n'ont résisté à aucun autre remède du docteur Allemand de Boston. A ceux qui ne connaissent pas l'extrême douceur, la merveilleuse efficacité de ce remède, nous disons qu'il est aussi puissant qu'il y est agréable à prendre. Taille recommandée, 75 cents ; elle se vendent chez tous les droguistes d'importance.

DUFRESNE.—Décédée, hier à 3 heures du matin, dame MARIE AMELIA DUFRESNE née LANDRY, femme d'Oscar Dupuire, âgée de 38 ans. Les amis des familles Dupuire, Landry, Granger et Thomy sont respectueusement invités à assister au convoi funèbre qui partira à 4 heures de l'après-midi du No 163 rue de la Douane.

SERVICE ANNIVERSAIRE.

Un service anniversaire sera célébré à l'église Ste. Anne, en cette ville, LUNDI le neuf décembre 1878, à sept heures A. M. pour le repos de l'ame de feue Dame MARIE LOUSTAUNAU décédée épouse de Pierre Constrat. Les parents, amis et connaissances et ceux de son mari Pierre Constrat sont priés d'y assister.

5 déc.—4t

Quartier Général du Régiment d'Artillerie des Etats-Unis, Fort Pickens, Pensacola, Floride, 22 Novembre 1878.

Général No 62—Célébration de la Nativité de Notre-Sauveur.—Les différentes batteries composant ce régiment se réuniront également armées et équipées (avec gants blancs) à l'Arsenal de l'Etat, DIMANCHE prochain, 8 décembre, à 9 heures précises du matin, pour la célébration de la Ste-Messe.

Les membres de l'Association du Tombeau et les membres actifs du vieux Régiment d'Artillerie d'Orléans sont respectueusement invités à prendre part à la parade.

Ces invitations sont aussi respectueusement priées d'être pourvues.

Le Régiment se rendra à la Cathédrale St-Louis, à 10 heures du matin, à la grille de Chartres, une quête sera faite pour le bénéfice des orphelins.

Après la cérémonie à l'église, la colonne sera formée sur la rue de Chartres, la droite n'appuyant sur la rue Ste-Anne. De là, la colonne se portera sur la rue Royale par la rue Ste-Anne, suivra la rue Royale jusqu'à Canal, côté nord, à Camp, Camp à Perdido, Perdido à St-Charles, descendra St-Charles à Canal, suivra Canal, côté sud, à Rampart, Rampart à Lafayette, côté nord, à Esplanade, Esplanade à Chartres, remontera Chartres jusqu'à l'arsenal.

Par ordre du Lt. O. FEYBOUX,
Lieut.-Col. Commandant.
E. MARCHAND, Adjudant.
6 déc—3t

Avis aux Navigateurs.—Le navire Norvégien "IRIS", capitaine Christensen, venant de Liverpool, remontera sur cette rivière jeudi, 9 du courant, en face de la rue Esplanade, Second District.

Les consignataires sont priés de s'occuper de la réception de leurs marchandises aussitôt qu'elles seront débarquées à leurs frais et risques. A cette époque, les droits seront alloués et il n'en sera plus fait de remises.

CORMIER & DUCHENNE,
41 rue Decatur.
5 déc—3t

M le capitaine, et les consignataires du navire Norvégien "IRIS", sont priés de s'entendre avec les soussignés qui pourront contracter l'engagement de faire remorquer ce navire.

CORMIER & DUCHENNE,
41 rue Decatur.
5 déc—3t

AUX FAMILLES,

LE MALAKOFF BITTERS,

en flacons en verre, chez les principaux pharmaciens dans la ville et la campagne. Pour les familles, malades et convalescents il est spécialement recommandé comme un tonique et stimulant. Il est également recommandé par les médecins comme un remède sûr pour guérir les personnes qui souffrent de la fièvre et de l'ague.

Agence pour le vente de Wilson's Dyscentery Remedy.

WALSH & CO.,
25 rue Bienville.

L'UNION FRANÇAISE.

Les personnes suivantes ont été reçues :

De M. M. V. Moulin à Guadeloupe, Maison (Californie)	$5 00
Semence reçues par l'intermédiaire de M. Stephen Duhe :	
Pierre Schepp, de St. Jacques, Louisiane.	10 00
J. G. Moll, de St-Jean Baptiste,	5 00
W. Barbied de St-Louis, Miss	5 00
F. Jeanmenin,	5 00
J. M. Farel,	5 00
Anonyme,	5 00
	$35 00

H. SALOMON,
Secrétaire-Trésorier.
6 déc—1f

Avis aux Hommes d'Affaires.

Les éditeurs de "CITY DIRECTORY" pour protéger les hommes contre les entreprises de chantage de certains industriels sans responsabilité (surtout des étrangers), qui sollicitent continuellement le patronage de la ville au moyen d'annonces à effet, sous des titres ronflants, etc., jugent à propos d'avertir les gens d'affaires et de leur conseiller, pour qu'ils ne soient pas dupes, de n'avoir rien à faire avec les industriels dont nous parlons. Les personnes qui désirent consulter les "Directories" étrangers à cette ville trouveront dans notre bureau tous les principaux directories de ville dans les Etats-Unis, dont l'inspection est gratuite pour nos souscripteurs.

La Gazette & Co., Editeurs.
Passage du Commerce.
6d—1o Au coin de la rue du Camp.

AVIS.

LE GRAND CONCERT ET LE TIRAGE DE LA Loterie de l'Etat de la Louisiane

AURONT LIEU

MARDI PROCHAIN,

à l'Académie de Musique,

Sous la surveillance des généraux

J. A. EARLY ET G. T. BEAUREGARD.

Le tirage commencera à 10 heures. Les portes seront ouvertes à 9 1/2 heures du matin.

Billet, $10 seulement.

Les gros lots ne sont réservés aucune distinction.

Un billet et une coupure de billet donne droit à quelconque qui en est muni à toutes les chances de gain.

4 déc—1f

Le nouveau remède de la Louisiane.

Le plus grand sirop du siècle et de tous les temps pour la toux, les rhumes, les enrouements, l'asthme, les bronchites, l'hémorrhagie, la coqueluche, la pneumonie, affection de poitrine, la rougeole, la fièvre, commencement de consomption, &c., &c., C'est un sirop nouvellement et entièrement découvert par le docteur Boyd, qui est actuellement en pratique dans cette ville et dont le nom est connu depuis de nombreuses années. Le TONIQUE DE VIE, fait avec le même produit de nos cyprières, est un fortifiant, stimulant l'appétit et purifiant le sang. C'est un remède connu contre la fièvre et la fièvre jaune, et la dernière épidémie a développé le fait que c'est un des prophylactiques connus la fièvre jaune et contre toutes les fièvres. Voyez une colonne d'annonces dans l'Evening Picayune. Vendu par tous les principaux pharmaciens. Dépôt, rue du Camp No. 106, Nlle-Orléans.

1er déc—6m. PP.

B. & W. CRONER

141 RUE DU CANAL,

Annoncent à leurs amis et à leurs clients que leur nouveau stock de marchandises a été reçu et que l'ouverture en sera faite

LUNDI PROCHAIN.

NOS

ETOFFES POUR ROBES

qui été choisies dans les marchés européens avec le plus grand soin, et qui surpasseront à tout égard à 65 cents jusqu'à un cette ville. Nous solicitons de nouveau l'OEIL DES dames, persuadés que nous ferons de toutes les maisons des Etats-Unis. Notre

Stock de Marchandises Américaines

est nouveau et complet, et comprend toutes les variétés de genre. Percales fraîches 4-4 et Foulard à 7 1/2 cts, valant 20 cts. Toutes les autres marchandises en conséquence.

CORSETS.

Dans ce département nous avons ajouté des façons entièrement nouvelles de nos propres manufacture, que nous vendrons à 50 cts et jusqu'aux plus belles qualités.

MARCHANDISES DE DEUIL !

Nous avons donné la plus grande attention à ce département et en raison du fait que les articles de noir ne valent tout-à-fait rien s'ils ne sont pas bien fabriqués. Nous savons en conséquence remarquer que nous vendons les Cachemires français noirs (tout laine) depuis 45 cts jusqu'aux plus belles qualités qui aient jamais été importées.

BONNETERIE.

Ces marchandises sont d'un genre entièrement nouveau et sont supérieur de goût et vaut beaucoup plus que le prix en sont plus bas qu'un ne l'a jamais vu.

Manteaux et Châles

Tous nos Manteaux et Châles sont de fabrication récente et les prix correspondent avec les prix des autres marchandises.

Nous offrons une bonne paire de

COUVERTURES BLANCHES,

pour $2,50 et au-dessus.

Casimirs, Jeans, Draps, Etc.,

à des prix également bas.

Nous appelons l'attention sur le fait que nous avons ajouté un département pour

LINGE DE DAME.

Nous voulons faire de ce département quelque chose de supérieur par la qualité de nos articles, et la modicité de nos prix dépassera tout ce qu'on a vu jusqu'ici.

TAPIS.

Ce département est rempli d'articles les plus nouveaux et les dernières fabriqué et nous trouvons les tapis de Bruxelles à quatre bas prix qu'à l'encan.

STORES, RIDEAUX, CORNICHES, NATTES, TOILES CIRÉES, TAPIS DE CHEMINÉE, MATS, ETC., ETC.

A des prix excessivement bas.

Il est impossible d'énumérer ou de mentionner les prix de toutes nos marchandises, mais nous garantissons que tous les ordres qui nous seront envoyés auront immédiate avec soin aux prix les plus bas du marché, avec les garanties les plus avantageuses et les plus désirables.

A chaque arrivage de steamer d'Europe une édition d'articles nouveaux et de choix que feront à chalon de ces départements.

B. & W. CRONER,
141 RUE DU CANAL.
1er déc—1m Nlle-Orléans, Louisiane.

GEORGE WAGNER,

A l'enseigne de la

"BOTTE ROUGE,"

Angle des rues Ursulines et Dauphine.

BOTTES, SOULIERS, ET BOTTINES

Fait sur mesure et à bon marché.

ACHETEZ VOS

MIROIRS, STORES POUR FENETRES, CORNICHES ET CADRES POUR PORTRAITS,

AU MAGASIN DE

L. UTER, Emporium de l'Art,

No. 38 RUE ROYALE.

1déc—

ALLEZ A LA CHAPELLERIE.

—DE—

MM. REINERTH & MONTARDIER,

Coin des rues Canal et Chartres,

POUR LES GENRES NOUVEAUX, LES COIFFURES FRAICHES ET LEQUEUX MODIQUES.

1déc—1m Fr

AVIS AUX COMMERÇANTS

DE LA

VILLE ET DE LA CAMPAGNE.

La maison C. JAUBERT & CO., 20 rue de CHARTRES, près Canal, reçoit en ce moment un IMMENSE STOCK DE DRY GOODS, acheté aux dernières grandes ventes d'encan de New-York, qui sera vendu à un prix DÉFIANT TOUTE CONCURRENCE.

L'assortiment est des plus variés et des plus nouveaux de la saison.

UNE ATTENTION PARTICULIÈRE SERA APPORTEE AUX ORDRES DE LA CAMPAGNE.

ESCOMPTE LIBÉRAL AUX ACHETEURS POUR DU COMPTANT OU A CO